Singapour V : fiscalité et incitations

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La fiscalité est la raison pour laquelle de nombreux clients s'intéressent d'abord à Singapour, et celle pour laquelle certains d'entre eux la quittent ensuite. La cité-État impose les revenus selon le principe de territorialité, n'impose pas les plus-values, exonère de GST (la taxe sur les produits et services) l'échange de digital payment tokens (jetons de paiement numériques) et propose des véhicules de fonds dont les revenus de placement sont exonérés par la loi. Chacune de ces affirmations est exacte, et chacune comporte une réserve qui décide de l'issue d'un mandat. Un fondateur qui vend des jetons depuis Singapour découvrira que le slogan « pas d'impôt sur les plus-values » dépend d'une analyse, menée par l'IRAS (l'administration fiscale singapourienne) au vu des faits, qui détermine s'il est un négociant ou un investisseur. Un gestionnaire de fonds découvrira que les incitations aux fonds ont été rédigées pour les valeurs mobilières et que les jetons de paiement trouvent mal leur place dans la liste des placements désignés. Un family office découvrira que les conditions ont été durcies en 2023, puis de nouveau en 2025, après que l'affaire de blanchiment d'août 2023 a changé le ton de chaque examen de la MAS.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette partie présente le traitement fiscal singapourien des actifs numériques tel qu'il se présentait au 30 juin 2026. Elle commence par l'impôt sur le revenu (chapitre I), puis décortique la question des plus-values (chapitre II), aborde la GST (chapitre III) ainsi que les incitations en faveur des fonds et des family offices, qui attirent l'essentiel des capitaux institutionnels dans la cité (chapitres IV et V). Le chapitre VI traite des fondateurs et des salariés, y compris les plans d'attribution de jetons, la résidence et le système de permis qui détermine qui peut vivre et travailler à Singapour. Les chapitres VII et VIII portent sur la transparence et les litiges. Le chapitre IX conclut avec la convention de double imposition (CDI) entre Singapour et la Suisse, l'instrument qui détermine comment les deux places de cet ouvrage se répartissent le droit d'imposer.

Le volet suisse de chaque comparaison figure dans la partie G. Lorsque cette partie indique « comparer avec Zoug », le lecteur y trouvera la règle suisse correspondante, tandis que la partie O, chapitre I rapproche les deux systèmes axe par axe. La partie P, chapitre I traduit les calculs en une décision pour le fondateur qui choisit entre Zoug et Singapour comme lieu de résidence.

Deux mises en garde valent pour l'ensemble de cette partie. Premièrement, le droit fiscal singapourien évolue avec chaque Budget présenté en février et chaque Income Tax (Amendment) Act adopté à l'automne, tandis que les conditions applicables aux fonds et aux family offices changent par circulaire de la MAS, avec un faible préavis. Deuxièmement, l'administration fiscale singapourienne, l'Inland Revenue Authority of Singapore (IRAS), publie ses positions administratives dans des e-Tax Guides qui n'ont pas force de loi mais sont appliqués comme s'ils l'avaient. La pratique du Comptroller (le directeur des contributions) en matière de jetons numériques est exposée dans deux de ces guides, tous deux réédités le 30 janvier 2026. Le lecteur qui comprend ces guides comprend l'essentiel de la situation fiscale en pratique.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com